

Macron veut « réparer » le lien avec les catholiques

RELIGION

Invité de la Conférence des évêques de France, le président a appelé à un « dialogue de vérité » entre l'Église et l'Etat.

Grégoire Poussielgue
@Poussielgue

Invité lundi soir de la Conférence des évêques de France, une première pour un chef d'Etat, Emmanuel Macron a déclaré vouloir instaurer un « dialogue de vérité » entre l'Etat et l'Église catholique.

« Pour nous retrouver ici ce soir, Monseigneur, nous avons, vous et moi, bravé les sceptiques de chaque bord. Et si nous l'avons fait, c'est sans doute que nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Église et l'Etat s'est abîmé et qu'il nous importe, à vous comme à moi, de le réparer », a-t-il dit en réponse à l'archevêque Georges Pontier, président de la Conférence des évêques de France. Une prise de position qui, si elle a été particulièrement appréciée par les catholiques, n'a pas manqué non plus de faire bondir plusieurs responsables à gauche dénonçant une atteinte à la laïcité.

Sexprimant depuis la grande nef du Collège des Bernardins à Paris, inaugurée il y a près de dix ans par le pape Benoît XVI, le chef de l'Etat a évoqué les sujets qui fâchent les catholiques. De la question des migrants – il a défendu une nouvelle fois l'équilibre de sa politique – à celles liées à la bioéthique, alors que les débats sur la PMA et la fin de vie sont loin d'être clos.

Depuis son élection, ce n'est pas la première fois qu'Emmanuel Macron va à la rencontre

des religions. Après avoir célébré avec les protestants les 500 ans de la Réforme en septembre, il a aussi rencontré à plusieurs reprises des représentants de la communauté juive, sans oublier la communauté musulmane avec qui il a rompu le jeûne du ramadan en juin.

Avec les catholiques, le propos était double. Il s'agissait à la fois de rendre hommage à leur action auprès des personnes en difficulté – « le travail que vous accomplissez n'est pas un pis-aller, mais le ciment même de notre cohésion nationale », leur a-t-il dit – et de les appeler à s'engager encore plus en politique. « Je suis convaincu que la sève catholique doit contribuer encore et toujours à faire vivre notre nation », a déclaré Emmanuel Macron, allant jusqu'à trouver des points communs entre le catholicisme et son mouvement En marche.

Il s'agissait aussi de fixer des lignes rouges face à certaines demandes, notamment sur la PMA ou l'euthanasie. « Certains principes énoncés par l'Église sont confrontés à des réalités contradictoires et complexes, qui traversent les catholiques eux-mêmes », a-t-il rappelé.

Instrumentalisation

Faisant une incartade remarquée vers le politique, Emmanuel Macron a aussi profité de son long discours, truffé de références politiques et littéraires, pour dénoncer l'instrumentalisation des catholiques par une partie de la droite et de l'extrême droite. Pendant la campagne présidentielle, le poids de Sens Commun, émanation de la Manif pour tous au sein de l'équipe de François Fillon, avait suscité beaucoup de questions. Cet héritage est aujourd'hui récupéré par le nouveau patron de LR, Laurent Wauquiez. ■



Emmanuel Macron était l'invité lundi 9 avril de la Conférence des évêques au Collège des Bernardins, à Paris.

PATRONAT

Les neuf postulants à la présidence débattent ce mardi soir.

Malgré des profils assez variés, ils défendent des idées très proches et surtout très prudentes.

Marie Bellan
@mbellan1

À l'automne dernier, on craignait une campagne du Medef écrite d'avance, sans suspense, avec un candidat unique. Depuis la défection en décembre de Jean-Dominique Senard et la multiplication des postulants – ils sont déjà neuf –, les cartes ont été rebattues. Certains sont patrons d'ETI, d'autres de PME, voire de TPE, une partie est à Paris, l'autre dans les territoires, on compte des hommes et une femme, des chefs d'entreprise expérimentés et un autre tout jeune : la diversité des profils est frappante. Tout comme la frilosité des débats.

L'issue du scrutin étant très incertaine à ce stade, c'est à celui qui prendra le moins de risque pour ne froisser aucune des grandes fédérations professionnelles notamment.

Fin du paritarisme

Il y a une dizaine de jours, un premier débat a réuni l'ensemble des neuf candidats au Medef Ile-de-France. Ce mardi, c'est l'association Ethic qui organise un nouveau débat avec les neuf prétendants. Un exercice difficile vu le nombre de participants. Et d'autant plus difficile que les candidats ont du mal à se démarquer les uns des autres. Mis à part Jean-Charles Simon, qui creuse un sillon très libéral avec un



Les fédérations professionnelles vont commencer à auditionner les candidats au mois de mai.

rejet net du paritarisme et des logiques interprofessionnelles, tous les autres ont des positions qui, officiellement du moins, restent prudentes. Sur la limitation du nombre de mandats : tout le monde est pour, mais personne ne se risque à dire combien de mandats doivent être supprimés. Sur la gouvernance de l'assurance-chômage, c'est aussi le grand flou. Faut-il rester ? Continuer à gérer avec les syndicats et l'Etat ? Ou bien laisser les pouvoirs publics se débrouiller seuls ? Là encore, la question n'est pas tranchée par les candidats. « Tout le monde a intégré que le paritarisme tel qu'il a existé jusqu'à aujourd'hui est en train de disparaître, mais personne ne sait comment le remplacer, d'où la grande timidité des solutions proposées », analyse le responsable d'une grande fédération professionnelle.

Même Geoffroy Roux de Bézieux, que l'on présente souvent

Le calendrier

- 3 mai : dépôt des candidatures avec leurs parrainages.
- 4 mai : la liste officielle des candidats est arrêtée.
- 28 mai : le conseil exécutif auditionne tous les candidats.
- 11 juin : le conseil exécutif (45 votants) vote à titre consultatif.
- 3 juillet : élection du président suite au vote de l'assemblée générale (560 votants).

comme plus libéral que ses concurrents, tout du moins qu'Alexandre Saubot, n'ose pas se montrer trop frontal. « Geoffroy Roux de Bézieux joue souvent le côté frondeur du rugbyman, mais dans cette campagne, il est très prudent, il navigue entre les

courants », remarque un responsable du Medef. « L'élection au Medef ne se gagne ni avec un programme ni dans les médias. C'est une affaire de réseaux, c'est tout », renchérit un autre. D'où la relative homogénéité des programmes. Tous veulent plus de services pour les entreprises adhérentes, un Medef plus ouvert sur la société, plus engagé dans le débat d'idées, plus coopérant avec les pouvoirs publics aussi.

Les choses devraient toutefois se décanter dans le courant du mois de mai lorsque les fédérations professionnelles vont commencer à auditionner les candidats et à donner leur préférence. Certains candidats seront peut-être amenés à abandonner la course. L'étape importante sera le vote, certes consultatif mais malgré tout décisif, du conseil exécutif le 11 juin. Il donnera les grandes tendances du vote du 3 juillet, jour de l'élection définitive. ■

L'Agence France Locale gagne une centaine d'adhérents

FINANCES LOCALES

La banque des collectivités locales, qui va compter 263 actionnaires, a connu une première année bénéficiaire en 2017.

Les risques de contraction du marché ne remettraient pas son développement.

Matthieu Quiret
@MQuiret

L'Agence France Locale va annoncer ce mardi avoir réalisé dès sa troisième année d'existence en 2017 son premier exercice bénéficiaire. L'organisme de prêt fondé en 2014 par les collectivités françaises pour diversifier leurs sources de financement a dégagé 156.000 euros de résultat brut d'exploitation. Yves Millardet, le président du directoire, explique aux « Echos » que le modèle d'affaires du projet prévoyait un déficit de 5 millions d'euros en 2017 et un premier exercice bénéficiaire en 2020. « Nous

validons notre modèle d'une structure légère d'une quarantaine de personnes sans réseaux et fondé sur un système de communication numérique, comparable aux nouvelles banques start-up », se félicite-t-il.

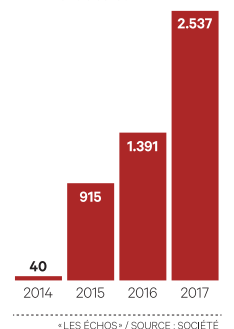
Déficit de notoriété

L'an dernier, l'agence a signé pour 722,5 millions d'euros de crédit. L'encours de crédit a bondi de 63 % en un an, à 1,7 milliard d'euros. Ce développement confirme l'adhésion des élus locaux au dispositif de l'Agence France Locale. Pour emprunter, les collectivités doivent d'abord entrer au capital de la société anonyme, un investissement pas toujours facile à défendre pour les exécutifs locaux. Rien que sur 2017, elle compte une cinquantaine de nouveaux adhérents et une quarantaine d'autres ont participé aux tours de table de 2018, portant l'actionariat prochain à environ 260 administrations locales. Yves Millardet cite l'exemple de la ville de Toulouse, du département de Saône-et-Loire ou de la Polynésie française. « Nous détenons une part de marché de 25 % chez nos adhérents », assure-t-il.

Sa part de marché auprès des 35.000 collectivités françaises tournerait autour de 3,5 % à 4 %, encore éloignée de l'objectif final de capter un quart du marché annuel. « Nous avons encore un déficit de notoriété, c'est le travail de communication qu'il nous reste à faire », reconnaît Olivier Landel, le directeur général. L'agence cible notamment les intercommunalités qui portent de plus en plus les investissements locaux. L'agence pense néanmoins avoir

Le bilan de l'Agence France Locale

En millions d'euros



consolidé sa position l'an dernier car le volume de crédit aurait un peu baissé, selon certaines estimations extérieures. L'organisme revendique les meilleurs prix du marché, citant une étude de FCL de 2016 qui plaçait ses taux à 15 points de base en dessous des autres banques. « Nous avons fait économiser une dizaine de millions d'euros sur nos crédits, une partie des 150 millions d'euros de capital est déjà remboursée », pose le dirigeant, qui promettrait toutefois des centaines de millions d'euros d'économies en 2015. Le marché est devenu, il est vrai, très concurrentiel.

Yves Millardet assure ne pas craindre la tendance à la contraction du marché que devraient provoquer les nouvelles contraintes financières de l'Etat. La loi de programmation des finances publiques a fixé d'ambitieux objectifs de désendettement des collectivités. « Une amélioration de la solvabilité de nos actionnaires et de nos clients est bonne pour l'agence », justifie-t-il. ■

GREVES d'AIR FRANCE et de la SNCF MESSAGE AUX VOYAGEURS

En période de conflit social le voyageur peut avoir l'impression d'être livré à lui-même, abandonné, perdu, face à l'absence de solutions alternatives, aux appels et messages sans réponse.

En confiant l'organisation de vos déplacements personnels et professionnels à un agent de voyages, vous disposez d'un interlocuteur expert qui anticipe, s'efforce d'assurer votre voyage en changeant de transporteur, d'itinéraire, voire de mode de transport.

En période de conflit social, comme toute l'année, vous n'êtes pas seul.

Votre agent de voyages vous assiste.

www.entreprisesduvoyage.org

COMMUNIQUÉ

LES ENTREPRISES
DU VOYAGE